

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 02 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BORDINI Environnement**

Le Rocher Montlouvier

35420 Louvigné-du-Désert

Code AIOT : 0005517802 186

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement BORDINI Environnement implanté Le Rocher Montlouvier 35420 Louvigné-du-Désert.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BORDINI Environnement
- Le Rocher Montlouvier 35420 Louvigné-du-Désert
- Code AIOT : 0005517802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'une installation de stockage de déchets d'amiante liée à des matériaux inertes.

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 4.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 1.2.3	Sans objet
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 2.3.2	Sans objet
3	Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 3.1.3	Sans objet
5	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 4.1.4	Sans objet
6	Valeurs limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 6.2.1	Sans objet
7	Surveillance des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.2.1	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.2.2	Sans objet
9	Transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.3.1	Sans objet
10	Actions correctives	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a pu apprécier la bonne gestion de cette installation et le suivi rigoureux des paramètres environnementaux. L'exploitant prend des dispositions afin de minimiser les nuisances que pourraient engendrer cette activité vis-à-vis des tiers et des riverains.

L'Inspection a pu constater que la société Bordini Environnement travaille en étroite collaboration avec son Bureau d'Études. Toutefois, il est nécessaire de rappeler à l'exploitant qu'il est entièrement responsable de son installation et de ses activités, qu'il doit porter un œil attentif et conserver les documents imposés par la réglementation et qu'ils soient à disposition des Installations Classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Origine

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets admis proviennent de la région Bretagne et des départements limitrophes. Nature des déchets : Les déchets qui peuvent être admis dans l'installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets contenant de l'amiante liée à des matériaux de construction inertes ayant conservé leur intégrité relevant du code 17 06 05* de la liste figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Les déchets admis sur le site sont principalement issus de la Région Bretagne, certains proviennent également d'autres départements limitrophes tels que la Manche ou la Mayenne. Ce sont principalement les SMICTOM et les entreprises qui déposent les déchets d'amiante sur cette installation. Concernant les particuliers, la société Bordini Environnement organise des tournées chez les particuliers afin de prendre en charge les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et de vérifier ainsi l'intégrité et le respect des procédures d'emballages.  Tous les déchets d'amiante reçus sur cette installation sont bien classés sous le code 17 06 05*
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets. Il met en place autour de la zone d'exploitation un système permettant de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.
<b>Constats :</b>  L'installation et ses abords sont maintenus propres. L'exploitant a mis en place des bacs d'eau ou passent systématiquement les camions ce qui permet d'atténuer la propagation des poussières. Sur la plateforme de déchargement, l'exploitant racle la couche d'empierrement 2 fois par an et remet une nouvelle couche de pierre de calibre 20/40. La couche grattée quant à elle, est utilisée par l'exploitant comme couche de couverture dans le casier d'amiante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Emissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage de déchets d'amiante liée à des matériaux inertes sont organisés de manière à prévenir le risque d'envols de poussières d'amiante. A cette fin, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée, elle sera le cas échéant adapté d'un dispositif d'emballage permettant de contionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés. Ces déchets conditionnés en palette, en rack, ou en grands récipients pour vrac souple, sont déchargés avec précaution à l'aide de moyen adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites. Toutes dispositions sont prises pour éviter la formation d'aérosols.
<b>Constats :</b>  Les camions déchargent l'amiante, dûment emballée, sur une plateforme de déchargement. La société Bordini Environnement contrôle l'aspect des emballages et les prend en charge. Seul le personnel de la société Bordini est habilité à prendre en charge les bigs bags d'amiante liée à des matériaux inertes et à les positionner unitairement dans le casier d'amiante. Une fois qu'ils sont entreposés, ces sacs sont immédiatement recouverts d'une couche fine de gravats puis de terre afin de limiter au maximum la formation d'aérosols.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable. Il est tenu à la dispositions des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : - L'origine et la distribution de l'eau d'alimentation – Les dispositifs de protection de l'alimentation (l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) - Les secteurs collectés et les réseaux associés – Les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...) - Les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature
<b>Constats :</b>  L'exploitant affirme qu'il dispose bien d'un plan des réseaux mais celui-ci n'est pas en capacité de présenter ce document lors de la visite d'inspection. Le plan des réseaux a été confié au Bureau d'Étude choisit par l'exploitant pour l'accompagner dans ses démarches administratives.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Eaux de ruissellement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b> Si nécessaire, des dispositions sont prises afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site de la zone de stockage. Les eaux de ruissellement intérieures au site, passent avant rejet dans le milieu naturel, par des bassins de stockage étanches, permettant une décantation et un contrôle de leur qualité. Elles transitent en sortie de bassin par un séparateur d'hydrocarbures.
<b>Constats :</b>  Les eaux de ruissellement sont captées par le réseau de cette installation puis envoyés vers des bassins étanches. Avant d'être rejetées au milieu extérieur ces eaux passent dans un débourbeur/déshuileur. Cet équipement est entretenu et curé annuellement. Le dernier hydrocurage a été réalisé par la société Le Blanc Environnement, le 02 mai 2023. L'exploitant a présenté à l'Inspection le Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux concernant l'élimination des boues d'hydrocurage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Valeurs limites d'émergence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :
<b>Constats :</b>  L'exploitant effectue des mesures du niveaux acoustiques au niveau des Zones à Emergence Réglementée autour de son site. L'exploitant a été en mesure de présenter les derniers contrôles réalisés en 2023 au niveau de ces ZER. Les niveaux sonores sont conformes aux exigences réglementaires. De plus, afin de minimiser davantage le niveau sonore, l'exploitant a remplacé les avertisseurs sonores de ses engins par des avertisseurs de type "cri du lynx".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Surveillance des eaux de ruissellement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b> Au point de rejet des eaux de ruissellement est réalisé au moins trimestriellement le contrôle des paramètres suivants : pH, résistivité, DCO, MES, métaux lourds dont Cr6+, Cd, Pb, Hg et As hydrocarbures totaux et numération des fibres d'amiante. Pendant la période post-exploitation, la fréquence de surveillance est inchangée.
<b>Constats :</b>  La société Bordini Environnement effectue le contrôle et le suivi des paramètres physico-chimiques de ses eaux de ruissellement. Ces contrôles sont effectués trimestriellement. L'exploitant a présenté à l'Inspection les contrôles de ces eaux au cours des trois dernières années. Les résultats de contrôles sont conformes aux valeurs limites de la réglementation en vigueur. Il est à noter l'absence de fibres d'amiante détectées dans ces eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par l'installation de stockage est constitué de trois piézomètres, l'un en amont hydraulique et deux en aval, réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques. Ces eaux souterraines font l'objet au moins deux fois par an pendant la phase d'exploitation et la période de suivi post-exploitation des contrôles suivants : - Niveau piézométriques – pH, résistivité, DCO, MES, et numérotation de fibres d'amiante. Les résultats de tous les contrôles d'analyse sont communiqués à l'inspection des installations classées annuellement. Ils sont archivés par l'exploitant pendant au moins trente ans après la cessation de l'exploitation. [...]
<b>Constats :</b>  La société Bordini Environnement a mis en place un réseau de quatre piézomètres (2 en amont et 2 en aval du site), en raison de la présence de deux bassins versants.  L'exploitant effectue le contrôle semestriellement des paramètres physico-chimiques des eaux souterraines ainsi que le relevé du niveau des piézomètres. Les analyses réalisées au cours de l'année 2023 ont été présentées à l'Inspection qui a pu constater la conformité des résultats par rapport aux valeurs limites exigées par la réglementation en vigueur.  Il est à noter l'absence de fibre d'amiante détectée dans les eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Transmission des résultats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.512-3, L.512-5, L.512-7, et L.512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations prévues à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'Inspection des Installations Classées ou au Préfet.
<b>Constats :</b>  Les données de surveillance des émissions sont transmises à l'Inspection des Installations Classées sur le site GIDAF. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que le contrôle ainsi que la saisie des résultats sous GIDAF était dévolu au Bureau d'Etudes GEOSCOP mais que celui-ci restait informé des résultats. L'Inspection a pu constater que cette installation est à jour de ses transmissions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Actions correctives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions correctives
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats des analyses prévues par le présent arrêté doivent être consignés dans des registres. L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant des actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou des effets sur l'environnement.
<b>Constats :</b>  Les résultats des analyses sont consignés dans des registres et sont conservés sur le site. Bien que l'exploitant ait dévolu les analyses ainsi que la déclaration sous Gidaf à son Bureau d'Etudes, le pétitionnaire conserve un regard sur les résultats de ces analyses. En cas de non conformité avérée, l'exploitant demande la réalisation d'une analyse contradictoire et avertit le service de l'Inspection des Installations classées en cas de persistance de cette non conformité. Dans le même temps, il effectue des investigations afin de connaître la source potentielle d'une pollution et mène des actions correctives.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## Planche photos



Zone de déchargement de déchets d'amiante liée à des matériaux inertes

Vue d'ensemble de la zone de stockage de déchets d'amiante liée à des matériaux inertes



A gauche, présence de fines utilisés en un premier temps sur les bigs bags d'amiante



Engin de chantier utilisé pour recouvrir les bigs bags d'amiante

Pont bascule



Big bags d'amiante contenant de l'amiante liée à des matériaux inertes immédiatement recouvert dès leur arrivée